

La voix de l'Opposition de gauche

ArcelorMittal. Tour de passe-passe.
Hollande-Ayrault refont le coup du TSCG et du volet "croissance".

03.12.12

Il avait affirmé que la prise en compte par l'UE d'un volet "*croissance*" constituait une "*réorientation*" de la politique économique de l'UE, et que par conséquent plus rien ne devait s'opposer à la ratification du TSCG. Or, ce volet "*croissance*" de 120 milliards d'euros avait déjà été budgétisé à hauteur de 100 milliards d'euros par la Commission européenne depuis février 2012.

En résumé, non seulement le TSCG qu'ils ont appelé à ratifier n'avait pas été modifié, mais Hollande n'a rien obtenu de Merkel ou Barroso.

Ayrault a annoncé vendredi soir que Mittal avait accepté d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange - la "*filière froide*", alors qu'il avait déjà programmé d'y consacrer 150 millions d'euros, sans que personne ne sache en réalité s'il y consacrerait un seul centime !

La question qui est posée aux sidérurgistes est très simple, à tous les syndicats et partis ouvriers : soit ils se mettent en grève illimitée avec occupation et comité de grève à Florange, mais aussi à Dunkerque et Fos-sur-Mer, dans toutes les unités de production de Mittal (notamment), jusqu'au redémarrage des hauts-fourneaux et la garantie écrite que pas un emploi ne sera supprimé dans les 20 ans à venir ; soit ils peuvent commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour les militants des partis ouvriers, la question qui est posée est celle d'un gouvernement ouvrier qui appellera la classe ouvrière à la mobilisation générale et l'organisera, afin d'exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC 40, des quelques 2.000 grandes entreprises du pays.

Il faut bien comprendre que tout mot d'ordre ou ligne politique qui s'inscrit dans la perspective d'une expropriation des capitalistes, ne peut être prise au sérieux si elle ne s'accompagne pas de la mobilisation et de l'organisation des masses à l'échelle de tout le pays, pour constituer leurs propres institutions qui deviendront les piliers d'un Etat ouvrier et permettront de combattre efficacement et de vaincre le camp de la réaction.

C'est là la différence fondamentale avec le Front populaire, qui se refusant à appeler les masses à se mobiliser et à s'organiser sur des objectifs politiques clairs, fraie la voie à la réaction, au fascisme, à la dictature.

Un dernier mot.

A propos des intentions du fonctionnement du site de Florange on pouvait se poser une question qu'apparemment personne n'a évoquée : comment la filière dite froide pourrait continuer d'exister et d'être rentable si la filière dite chaude disparaît, comment va être alimentée la filière froide, avec quel acier, des blocs d'acier bruts seront transportés de Dunkerque ou Fos-sur-Mer jusqu'à Florange pour ensuite être découpés en fines plaques ? Qui peut croire pareille fable ? Ce que Mittal a prévu, c'est tout bonnement de fermer à terme la totalité du site de Florange semble-t-il.

L'article de presse.

- C'est à la déception des syndicats et à une direction d'ArcelorMittal muette sur une partie des engagements évoqués par le gouvernement que l'exécutif va faire face cette semaine, après la décision vendredi de faire confiance à l'aciériste plutôt que de nationaliser Florange.

Dimanche soir, le délégué CFDT du site de l'aciérie, Edouard Martin, a affirmé que Mittal allait *"procéder dans les prochains jours à l'arrêt de l'alimentation en gaz des hauts fourneaux qui sont toujours en chauffe"*.

"L'outil est cassé et je ne comprends pas que l'Etat puisse accepter ça", a affirmé le leader syndical au journal de France 3.

Une source proche du dossier a assuré à l'AFP dimanche que *"tant que la procédure qui va commencer dans les prochains jours de dialogue social avec les organisations syndicales n'est pas terminée, les hauts fourneaux ne seront pas arrêtés"*.

"Si jamais l'information est confirmée par le gouvernement (...), je considère ça comme une très haute trahison d'Etat et moi, personnellement, je n'irai pas à Matignon mercredi", a affirmé M. Martin.

Une déclaration malvenue pour le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui a invité l'intersyndicale de Florange pour une rencontre à Paris et joue gros sur ce dossier qu'il a repris en main cette semaine, allant jusqu'à désavouer le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"Les négociations que nous avons menées avec Mittal ont été âpres et difficiles, parce que nous refusions de vagues déclarations, et que nous voulions des engagements inconditionnels et précis", a-t-il déclaré dimanche dans le Républicain lorrain.

Mais selon Edouard Martin, les garanties sur l'emploi sont insuffisantes puisque les quelque 500 sous-traitants travaillant directement avec la filière amont du site (production d'acier brut) qui va être arrêtée risquent de se retrouver au chômage.

Seule à saluer l'accord, la présidente du Medef Laurence Parisot a au contraire estimé dimanche que celui-ci était *"très clair: il n'y a aucune destruction d'emplois. Elle a cependant jugé "dramatique" les doutes pesant sur la bonne foi d'ArcelorMittal.*

Dans les rangs mêmes du gouvernement, l'attitude future d'ArcelorMittal inquiète. *"Il y a un accord, il n'y a pas de confiance"*, a déclaré dimanche la ministre de l'Ecologie Delphine Batho au *"Grand rendez-vous" d'Europe 1/Aujourd'hui en France/iTélé*. *"Jamais Mittal n'a tenu ses promesses dans le passé"*, a-t-elle rappelé.

Principal doute quant au comportement de l'aciériste, le fait qu'il ne mentionnait à aucun moment samedi le projet européen Ulcos qui est supposé, à terme, permettre le redémarrage d'un des hauts fourneaux de Florange pour produire de l'acier en émettant beaucoup moins de CO2.

La commission européenne doit prendre sa décision finale sur ce dossier le 20 décembre après l'avoir examiné le 13. Le gouvernement affirme qu'ArcelorMittal s'est engagé sur ce point.

Samedi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a souligné que Mittal s'était simplement "*engagé à étudier le projet*" Ulcos.

Selon le co-président du Parti de gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon, "*on n'a parlé de nationalisation aussi longtemps que Mme Parisot n'a rien dit.*"

"Quand Mme Parisot a dit que la nationalisation est une absurdité, les journaux économiques de droite ont embrayé et il n'y a pas de nationalisation. C'est elle le vrai Premier ministre au fond", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV. AFP 02.12

Poste si enviable au côté de Hollande, dont l'action en fait le coprésident du patronat, que Mélenchon serait prêt à la revendiquer.

- Pour M. Mailly, qui a rappelé que son organisation syndicale était favorable à la nationalisation temporaire et avait défendu la pérennité de l'intégralité du site, *«la décision du gouvernement crée beaucoup de déception et laisse un goût amer»*.

Interrogé sur la confiance qu'il porte en Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, le secrétaire général de FO a reconnu qu'il *«est monté au créneau, a prôné une solution, a parlé d'une repeneur pour 400 millions d'euros»*.

«A la fin, la décision est différente. Les salariés ont eu un espoir et cet espoir est déçu. Il faut de la cohérence, sinon qui croire?» se demande-t-il. 20minutes.fr 02.12

Monsieur Mailly, qui a semé des illusions dans la tête des travailleurs à propos des intentions du gouvernement, qui, sinon vous et vos collègues des autres syndicats. Qui croire, vous avez raison de poser la question, certainement pas les dirigeants syndicaux dont vous monsieur Mailly. Appelez la sidérurgie (et pourquoi pas la métallurgie, l'automobile, la chimie, la santé, l'école, etc.) à la grève illimitée, après nous verrons s'il y a lieu de modifier l'appréciation que nous portons sur vous.

Mittal est un patron gangster.

Un patron antisyndical. (source : Wikipédia et divers portails)

- Depuis début 2008, l'entreprise a été condamnée à 10 reprises pour discrimination envers des représentants du personnel ou des membres de son personnel du fait de leur activité syndicale

Condamné en justice.

- Condamné le 16 décembre 2008 pour entente sur les prix.

Un paradis fiscal !

- Siège social : Luxembourg (Luxembourg),

Même les dirigeants de ThyssenKrupp et la justice néerlandaise se sont fait rouler par Mittal !

- A la fin du mois de janvier 2006, Mittal annonce une OPA hostile sur Arcelor pour 18,6 milliards d'euros, en promettant par la même occasion à ThyssenKrupp de lui revendre Dofasco à l'issue de l'opération d'absorption d'Arcelor. Le groupe ThyssenKrupp ne parvenant pas à ses fins : en

janvier 2007, la justice néerlandaise confirmera que Dofasco (du fait d'une mesure de protection mise en place par Arcelor) ne peut pas être vendu à ThyssenKrupp. (bourse.trader-finance.fr)

Quelques infos en plus sur le voyou Mittal.

Un rappel. Gandrange.

Un internaute.

- Mittal avait promis 330 M d'€ à Sarko en 2008 pour Gandrange, pas un centime.
- Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange", avait dit Sarkozy avant Hollande à Florange. L'aciérie a été fermée en 2009, mettant au chômage 571 des quelque 1.200 ouvriers du site. (AFP 12.01)

Florange

- *"Mittal aujourd'hui est redevable aux yeux de l'administration fiscale française d'une dette fiscale que nous considérons comme astronomique"* a déclaré Arnaud Montebourg en réponse à une question du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini (lepoint.fr 23.11)

Des internautes fournissent quelques données utiles sur le gangster Mittal.

- 1- "MITTAL a fermé en 3 ans 10 usines en Europe"
- 2- "MITTAL a perçu des millions en subventions de la France sans aucun projet industriel en contrepartie. C'est une escroquerie validée par SARKOZY et ses Ministres."
- 3- "MITTAL a racheté ARCELOR pour un prix au rabais mais qui satisfaisait les actionnaires."
- 4- "Mr Mittal (6ème fortune mondiale ,qui ferait partie du conseil de surveillance de Godmann Sachs), n'avait pas vraiment mission à "sauver " en 2006 la sidérurgie française mais a lancé une OPA agressive pour en prendre le contrôle ."
- 5- " En 1950, la Lorraine était la région la plus riche de France. Voyez où nous sommes rendus à présent... Arcelor Liège en Belgique ? Site définitivement fermé, employés licenciés. Arcelor Luxembourg ? Sites très menacés, aucune certitude sur leur avenir. Et le pire dans cette histoire, c'est que Mittal touche des subventions de l'Europe pour tout ça... "